

**Le cinquantième de Michel Chiha:
A la recherche du temps perdu pour créer un
temps nouveau**
*Nasser Saïdi**
17 novembre 2004¹

1- Permettez-moi, tout d'abord, de remercier la Fondation Chiha qui m'a honoré en m'invitant à participer à cette table ronde afin de commémorer le cinquantième anniversaire de la disparition de notre penseur, journaliste, sociologue et expert en sciences politiques, Michel Chiha.

L'invitation que mon grand ami Cheikh Michel El Khoury m'adressa me ramena plusieurs années en arrière à la recherche d'un temps perdu, jusqu'en 1969 où j'eus l'honneur d'être lauréat du « Prix Michel Chiha », j'étais encore un jeune homme, nourrissant l'espoir et l'ambition de changer le Liban sinon le monde, attendant avec impatience le moment d'entrer à l'université pour entamer une carrière d'économiste.

Les deux années qui suivirent la guerre israélo-arabe de 1967 furent chargées d'événements qui présageaient les conflits qui allaient éclater dans l'avenir. Le nuage d'or qui couvrait le Liban en 1969 portait en lui le courroux sombre des dieux !

Nous ne soupçonnions pas que bientôt, le spectre de la mort, de la violence et de la destruction allait souffler sur Beyrouth et le Liban allait nous disperser, une intelligentsia nomade, à travers le monde. Nous étions la nouvelle Diaspora libanaise. De retour à notre terre torturée mais bien-aimée, nous entreprîmes de reconstruire notre cher Liban au cours des douze dernières années ; mais à quel prix ! Notre monde en 2004 semble bien différent de celui qui régnait en 1954, lors de la disparition de Michel Chiha. Mais pourtant, les ressemblances sont nombreuses.

Tout comme l'année 2004, celle de 1954 portait en elle des germes de paix et de prospérité, mais aussi ceux de la violence, de la destruction et de la guerre. Avec le décès

* Ancien Ministre et Vice Gouverneur de la Banque du Liban.

¹ Je tiens à remercier Mme Nicole Yazbeck pour son assistance dans l'élaboration de cette intervention, lors de la table ronde du 17 novembre tenue à l'occasion de la commémoration du 50ème de Michel Chiha

du Président Yasser Arafat, la guerre qui continue de sévir en Iraq, la violence quotidienne en Palestine, notre région subit aussi les conséquences des attaques terroristes du 11 septembre et est le point de mire de l'attention mondiale. Notre pays, faisant partie de la région, l'est aussi : la résolution 1559 rendue par le Conseil de Sécurité de l'ONU nous remet au centre de divers intérêts géostratégiques.

2- L'époque de Chiha à la fin des années quarante et au début des années cinquante fut celle de la fin des conflits européens et le début de la reconstruction d'après-guerre, celle des pays qui ont formé la CEE qui donnera naissance éventuellement à l'Union Européenne, marché unique à monnaie unique et bénéficiant d'une nouvelle constitution. Combien Michel Chiha aurait-il été émerveillé et fasciné, lui qui fut l'un des principaux artisans de notre constitution, de voir les pires ennemis, la France et l'Allemagne, créer une alliance, coopérer et bâtir une nouvelle Europe ! Mais le monde de Chiha fut aussi celui de l'incertitude économique alors que les révolutions et les coups d'état bouleversent le monde arabe, des nationalisations et de l'adoption du dirigisme à connotation socialiste, des politiques planifiées qui conduisirent les Etats à jouer un rôle socio-économique prépondérant dans les pays du Levant, en Syrie, en Egypte, en Palestine et en Iraq. Il fut témoin de la violente création de l'état d'Israël et mit en garde contre les graves dangers et les menaces qui pouvaient en découler.²

Toutefois et grâce à son ouverture et à une classe intellectuelle dont Michel Chiha fut probablement le défenseur le plus éminent, le Liban échappa à la vague de dirigisme et aux politiques économiques planifiées. Il devint le havre des capitaux financiers, mais surtout du capital humain, du monde arabe, le havre pour les banquiers, les industriels et les marchands ainsi que pour les hommes politiques et les intellectuels.

Le secret du succès libanais repose essentiellement sur l'absence de barrières pour les hommes, les idées, le capital et la technologie. En réalité, le Liban des années 50 était plus « mondialisé » - pour utiliser ce terme si répandu et pourtant incompris - et intégré avec le monde arabe et le reste du monde qu'il ne l'est aujourd'hui ! Il était le pôle régional des économies arabes et des réseaux de communications et de transports et des oléoducs qui partaient de l'Iraq et de l'Arabie Saoudite pour alimenter l'Europe, des banques et des marchés financiers, des services et du commerce. Les Libanais de la

² Voir son ouvrage, « Palestine », Editions du Trident, 1942.

Diaspora étaient présents partout. Cinquante ans plus tard, le Liban n'est plus le centre régional et il n'a pas pu reconstruire ses réseaux.

3- Quel est l'héritage de Michel Chiha ? Je ne peux le résumer dans cette courte intervention; Je veux, pourtant, mettre en relief l'importance qu'il attachait aux institutions, au respect des lois, à la constitution et aux us et coutumes, comme bases de la vie économique et politique. Il accordait une importance primordiale à la liberté économique, aux marchés concurrentiels et au cadre organisationnel pour stimuler le secteur privé.

*« Les pays qui n'ont pas de richesses naturelles à tirer de leur sol, il faut leur donner la liberté économique pour richesse. Autrement, comment vivraient-ils ?... C'est le cas du Liban, de la façon la plus saisissante ; et c'est ce qui fait qu'ici, il faut défendre la liberté comme d'autres défendent leurs mines d'or, leurs gisements de pétrole... »*¹ Je voudrais ajouter que l'histoire économique et des performances économiques au cours des cinquante dernières années nous apprennent que les marchés libres et la levée des obstacles et des barrières à la concurrence sont la source de la prospérité et de la richesse. Ceci s'applique également aux pays dotés de richesses naturelles énormes. En effet et dans plusieurs cas, la mauvaise gouvernance a fait des ressources naturelles une malédiction, plutôt qu'une bénédiction ! A ce propos, Les exemples du Nigeria et de l'Irak sont frappants ! A une époque où les marchés de l'Europe d'après-guerre et au Moyen-Orient furent soumis à des barrières et une bureaucratie envahissante pour les contrôler, Michel Chiha, comme les grands économistes Ludwig Von Mises et Friedrich Hayek, préconisa la liberté des marchés, le libéralisme économique, et l'ouverture, et l'esprit d'entreprise.

Chiha a plaidé en faveur de la détermination par les marchés des taux de change en particulier en opposition aux contrôles des taux de change imposés en Syrie et ailleurs². Il

¹ Michel Chiha, « Propos d'Economie Libanaise », propos Liminaires, Fondation Chiha, réimpression 1994.

² Michel Chiha, « Propos d'Economie Libanaise », 'L'industrie Syrienne', (pp. 192-195), et 'En Marge de la Visite du Docteur Schacht en Syrie', (pp.248-251).

a plaidé également en faveur du libre échange comme outil de croissance économique et de la diffusion de la technologie. Nous étions dans les années 50 et 60, en train d'appliquer les leçons que d'autres pays ont été contraints d'apprendre dans les années 80 et 90!

4- L'héritage de Michel Chiha nous rappelle la suprématie du savoir, du capital humain et des fruits de la pensée. Chiha a fait valoir que l'investissement dans le capital humain est le fondement et la base fondamentale de la croissance et du développement économique durable, de la prospérité et de la richesse, qu'elles soient réelles ou 'virtuelles'.³ Les idées sont vivantes, même éternelles et durent plus que la pierre et les bâtiments. Dans les temps modernes, la connaissance, les logiciels, la propriété intellectuelle survivront au matériel informatique. Ainsi, nos corps et nos gènes ne sont que les pourvoyeurs de modèles codés pour les individus et les générations futurs.

Chiha a compris que la richesse du Liban est son capital humain - les connaissances, la compétence et les talents de ses fils - qui lui ont donné un avantage comparatif en termes de services et de produits basés sur la connaissance : les services financiers et bancaires, le commerce, les médias, les industries de la santé et de l'éducation, l'industrie pharmaceutique, les industries de la culture, l'agro-industrie et l'agriculture à haute valeur ajoutée.⁴

Dans ce troisième millénaire, le Liban possède le capital humain nécessaire qui lui permet de rivaliser avec le monde, à condition de créer le contexte favorable et le cadre institutionnel encourageant la compétence et la compétition, la croissance économique et la création d'emplois durables.

5- Le Liban fait face à des conditions socio-économiques difficiles, des finances publiques en crise, une pression des taux de chômage en hausse entraînant une immigration croissante des jeunes et de la main-d'œuvre qualifiée. Malgré ces défis, les politiques à suivre pour réaliser une croissance économique durable et créer des emplois sont disponibles.

³ Voir, M. Chiha, op.cit. 'Intellectuels et Agriculteurs, Industriels et Commerçants', (pp. 310-313).

⁴ M. Chiha, op. cit. 'Une Doctrine d'Epanouissement et de Salut', (pp. 231-233), 'Les Principes et les Actes', (pp. 234-235), 'Propos D'économie et de Finance', (pp. 261-264), 'L'économie du Liban se Subordonne à sa Politique', (pp. 270-271).

Je voudrais énoncer quelques objectifs clairs, qui définissent ma vision du Liban, et dont Michel Chiha aurait approuvé; du moins je le crois.

6- Nous devons conserver les stratégies et les politiques qui ont réussi, et remodeler nos institutions avec une nouvelle infrastructure et de nouveaux contextes. Les politiques économiques du marché qui renforceront la concurrence sont nécessaires pour faire face aux multiples défis qu'affronte le Liban dans ce nouveau millénaire. Quelles sont les pierres angulaires sur lesquelles repose cette vision ?

- **La réforme politique et la bonne gouvernance doivent constituer une priorité nationale.**

Le Liban se caractérise par une longue tradition de démocratie et de vie politique active. Cette tradition fut restaurée en 1990 avec les élections parlementaires et municipales qui jouèrent un rôle important dans la reprise de la vie politique nationale et locale et de la représentation du peuple. Toutefois, l'appareil et l'infrastructure politiques et la gestion des affaires publiques et de l'Etat doivent être réformés et modernisés afin de réaliser les normes et les standards de la bonne gouvernance. Un régime économique moderne et l'activité de marchés compétitifs sont incompatibles avec un système politique et social qui n'ouvre pas la voie à la concurrence. Les marchés libres et concurrentiels de biens et services doivent être complétés et assistés par des politiques de concurrence.

Nous permettons à nos citoyens (nous insistons même!) de faire la concurrence librement dans la vie économique indépendamment de la religion, de la confession, de la secte ou de toute autre considération. Ce n'est pas le cas dans la vie publique, les affaires politiques et la gestion de l'Etat. Mais comme l'a bien exprimé le Prix Nobel Amartya Sen⁵, les libertés politiques, individuelles et sociales sont à la fois un objectif et un moyen de croissance économique et de développement. Il s'agit de prendre des mesures contre la discrimination et de « déconfessionnaliser », de « déstructurer » (pour utiliser le terme technique de Jacques Derrida), le système social, administratif et politique. Les contraintes sur la liberté individuelle dans le domaine politique qui conduisent au clientélisme

⁵ Dans son ouvrage, "Development as Freedom", Oxford University Press, 1999.

confessionnel et sectaire et à la servitude aux chefs sectaires autoproclamés, et qui empêchent la concurrence politique, se traduisent en contraintes sur la liberté économique, en « mauvaise ou mal gouvernance », incompatibles avec la démocratie. Le statu quo présent ne peut pas constituer le contexte sociopolitique futur pour nos enfants et les générations suivantes.

- La réforme politique en profondeur garantira la concurrence et mènera à plus d'efficacité dans l'administration publique qui améliorera à son tour la politique économique et réduira la corruption et la déprédation des biens publics. Le Liban doit appliquer une stratégie d'anti-corruption. La bonne gouvernance est une nécessité et non pas un luxe. Elle ouvre la voie à la stabilité socio-économique, à la croissance et au développement dans toutes les régions du Liban. Elle ouvre la voie à la démocratie fonctionnelle.
- Il faut effectuer un saut technologique géant dans l'administration publique afin d'entreprendre une réforme administrative et de mettre en place une stratégie exhaustive de gouvernement en ligne (électronique)³ le plus tôt possible. Le gouvernement doit devenir un fournisseur efficace de biens et services fournis en toute transparence, avec des fonctionnaires et des responsables « responsabilisés » devant rendre compte de leurs politiques, actions et leur performance.
- **Restructurer et Réformer les finances publiques.** Une stratégie à double échelle est requise, d'une part pour réduire la dette publique et entreprendre la gestion de cette dette par l'entremise d'une « Agence de Gestion de la dette publique » à créer, et d'autre part réduire durablement le déficit du budget consolidé de l'Etat.

Dans le premier cas, il faut établir un vaste programme de restructuration qui conduit à une réévaluation en profondeur du rôle et des fonctions de l'Etat. Dans le second cas, il faut réduire les dépenses en réduisant la bureaucratie, en rationalisant et réorientant les dépenses vers l'investissement, en procédant à une collecte des impôts plus efficace et plus juste et en élargissant l'assiette des imposables. L'introduction de taxes telle que la TVA s'est révélée être une méthode efficace. Toutefois, le poids énorme (qui dépasse les 200% des PIB) de

³ Cf. documents inclus dans N. Saidi, Ed., « e-Government, Liban 2000 », Beyrouth Liban, Juin 2001.

la dette et du service de la dette (qui représente plus de 80% des recettes) signifie que les gouvernements actuels et futurs devront imposer les citoyens afin de rembourser le service de la dette. En outre, étant donné les mauvaises politiques économiques de l'Etat et la mauvaise gouvernance pratiquée au cours de la dernière décennie, l'Etat ne peut plus jouer un rôle actif dans la reconstruction ou dans le domaine social.

Je voudrais à ce stade avertir que les gouvernements qui imposent des taxes dans le but de financer le service de la dette, ne peuvent pas survivre. Nous devons donc changer les politiques fiscale et monétaire incompatibles. Les déficits budgétaires élevés et permanents qui atteignent 15% du P.I.B. en moyenne ne sont pas compatibles avec une politique monétaire stricte et une politique de taux de change fixes, qui ont mené à des taux d'intérêt réels élevés, des taux d'investissement faibles et une croissance économique anémique. Le Liban a besoin de taux de croissance de 6 à 8% afin de regagner son potentiel de croissance réel par habitant à long terme, sachant qu'il n'a même pas réalisé la moitié de ces taux durant la période de reconstruction.

- **Conserver une économie de marché, ouverte**, portant sur le libre échange, les paiements sans restrictions et la libre circulation des capitaux.

L'ouverture traditionnelle de l'économie libanaise a besoin d'être renforcée par l'entrée du Liban à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la promotion dynamique de la Zone Arabe de Libre Echange (ZALE), et un Marché Commun Arabe (MCA). Nous devons aussi utiliser de façon efficace l'Accord d'Association avec l'Union Européenne comme point d'entrée pour une intégration économique profonde avec l'UE. Nous devons intégrer « l'acquis communautaire », avec les mêmes bienfaits réalisés par les pays de l'Est et de l'Europe Centrale.

En Octobre 2004, la Syrie a signé un accord d'association avec l'UE. Ceci fournit l'outil qui peut asseoir les relations libano-syriennes sur des bases

solides de partenariat économique et financier stratégique, vu la libéralisation de l'économie et une plus grande ouverture en Syrie.⁶

Il est vrai que nous sommes à un carrefour, voire même à un tournant. Une mise en application effective des accords d'association EuroMed promet d'ouvrir de nouveaux horizons politiques, économiques, sociaux et culturels pour le Liban et la Syrie. Nous devons préparer notre entrée à l'OMC prévue pour 2005. La Zone Arabe de Libre Echange devra se réaliser en 2007 avec un marché potentiel de plus de 200 millions d'habitants.

En conséquence de cette ouverture multilatérale, l'économie libanaise constituera une opportunité pour les investisseurs. Toutefois, le Liban ne pourra pas profiter de l'accord d'association EuroMed, ni de l'OMC, ni de la Zone Arabe de Libre Echange sans une politique active de « mise à niveau », à savoir, augmenter les investissements pour moderniser l'industrie, l'agriculture et les services et appliquer les normes et standards internationaux afin de devenir compétitifs sur le marché mondial. La politique à suivre est claire : ne subventionnez pas des industries agonisantes et des produits agricoles dans lesquels vous n'êtes pas compétitifs. Il faut établir des politiques industrielles et agricoles qui permettent à l'économie libanaise de devenir mondialement compétitive au cours du XXI^{ème} siècle.

- **Libéraliser et déréguler l'économie** et permettre aux marchés de fonctionner. Ceci implique la création pour le secteur privé d'un environnement qui lui permette de contribuer à l'infrastructure et ses services, et poursuivre la privatisation des services publics: les télécommunications, l'électricité, le transport et les communications sont en tête de liste. Qu'est-ce qui justifie encore la possession par l'Etat de la MEA, du Casino, de l'Intra et d'autres établissements? Le monopole des télécommunications par le gouvernement a engendré des coûts élevés pour un service inefficace. En imposant des taxes sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, nous nous invalidons nous-mêmes!

⁶ M. Chiha, op. cit. 'L'industrie Syrienne', (pp. 192-195).

L'Etat doit entamer sans tarder une stratégie de privatisation, créer de nouvelles structures de régulation et des autorités de régulation indépendantes afin d'établir un programme de privatisation efficace, transparent, et assurant la concurrence.

- Cette stratégie de privatisation doit comprendre une réforme des marchés financiers en légiférant le projet de loi (un examen au gouvernement depuis 1999!) instituant une Commission des Opérations de Bourse indépendante et privatisant la Bourse de Beyrouth. L'entrée des sociétés privatisées dans la bourse assurera une participation démocratique au programme de privatisation et évitera l'émergence d'un monopole. La réforme du marché financier et la privatisation entraîneront nécessairement une transformation fondamentale du rôle de l'Etat et de ses obligations et conduira à une meilleure gouvernance publique et des entreprises.
- **Le Liban se doit d'investir massivement et rapidement dans les nouvelles technologies des médias, de la communication et de l'information.** Il ne s'agit pas uniquement de combler l'écart numérique. Les investissements dans ce domaine sont prioritaires pour que le Liban puisse devenir le fournisseur et le centre des services électroniques de la région. La forme, le contenu et le mode de livraison des services traditionnels dans lesquels le Liban pouvait prétendre à un avantage comparatif, doivent être restructurés pour être livrés par mode numérique. Les nouvelles technologies, les technologies à haut débit permettent d'offrir ces services au-delà des frontières. Ceci ouvre de nombreuses opportunités pour le Liban ainsi qu'un marché potentiel, celui de la Diaspora libanaise et du monde arabe. Le Liban possède les capacités et l'accès aux technologies clés; et possède les atouts qui lui permettent de devenir le centre des services électroniques au Moyen-Orient. Faisons de ce secteur des services électroniques y compris les services bancaires, les moyens de paiement, les marchés financiers, les centres d'appel, les services médicaux, l'enseignement à distance et les services de conseil, une priorité nationale. L'Irlande avec laquelle nous partageons de nombreux points

communs fut capable de réaliser une telle révolution en l'espace de dix ans, réalisant des taux de croissance annuels de plus de 7%. Ce qui manque c'est la volonté et la détermination.

- Par ailleurs, il est nécessaire de **moderniser et d'introduire de nouvelles lois, institutions et réglementations**. La situation géographique des pays ne sera plus aussi importante que par le passé. Les pays se feront la concurrence avec comme cheval de bataille la solidité de leurs institutions, la transparence de leurs lois et leur application par le système judiciaire et législatif, la bonne gouvernance, la flexibilité des lois et réglementations visant à réduire le coût des affaires.

Si Chiha était encore parmi nous, il aurait préconisé l'action pour l'entrée dans ce « nouveau monde impétueux » créé par les technologies modernes et la mondialisation. Je suis confiant en nos capacités, certain que nous pouvons entrer dans ce nouveau monde et aider à le modeler. Le Liban doit investir massivement et rapidement dans les nouvelles technologies pour compléter notre capital humain, poser comme priorité nationale la réforme politique et la bonne gouvernance, libéraliser et déréguler l'économie et permettre aux marchés de fonctionner. Il s'agit d'ôter les barrières bureaucratiques qui font obstacle à l'efficacité et à la productivité, prendre appui sur le partenariat avec l'UE pour renforcer et moderniser les lois et les institutions et concrétiser la Zone Arabe de Libre Echange et le Marché Commun Arabe. Œuvrons systématiquement à construire un Liban moderne, démocratique et productif pour les générations futures. Avec Chiha, allons à la recherche du temps perdu pour créer un temps nouveau.